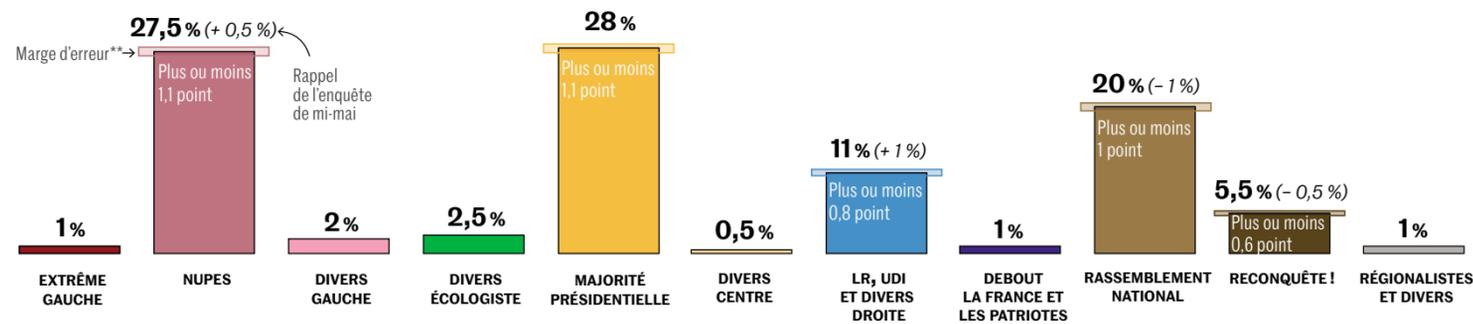


ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Les intentions de vote au premier tour des élections législatives

Le premier tour des élections législatives aura lieu le dimanche 12 juin. Quel est le candidat* pour lequel il y a le plus de chances que vous votiez dans votre circonscription, au premier tour ?

En % des personnes certaines d'aller voter et exprimant une intention de vote*

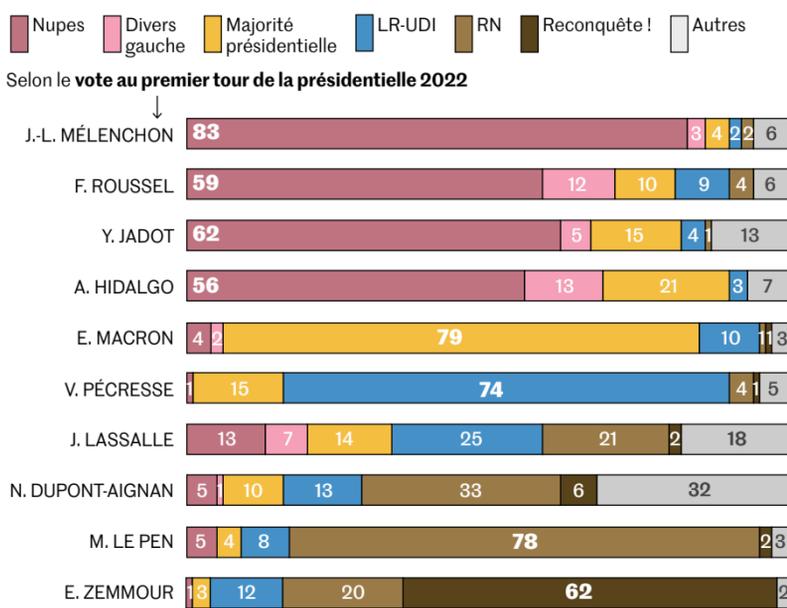


* 4 % des personnes certaines d'aller voter n'ont pas exprimé d'intention de vote.

** Seules les marges d'erreur et les évolutions des candidats dont les intentions de vote sont supérieures ou égales à 5 % sont représentées.

Le transfert des votes de la présidentielle aux législatives

Report de voix, en % des personnes certaines d'aller voter et exprimant une intention de vote, vers...

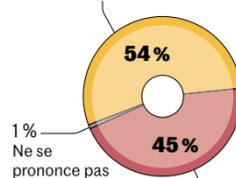


Note de lecture : parmi les Français qui ont voté pour Jean-Luc Mélenchon au premier tour de l'élection présidentielle 2022, qui sont certains d'aller voter au premier tour des élections législatives et qui ont exprimé une intention de vote, 83 % ont l'intention de voter pour un candidat de la Nupes.

Le souhait de majorité à la future Assemblée nationale

En % des personnes interrogées

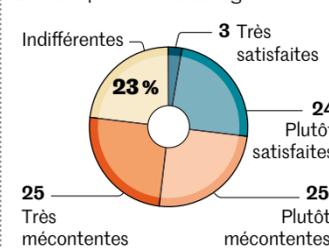
Favorables à E. Macron pour qu'il mène sa politique



Favorables à la gauche et pour que J.-L. Mélenchon devienne premier ministre et mène sa politique

Satisfaction à l'égard de la composition du nouveau gouvernement

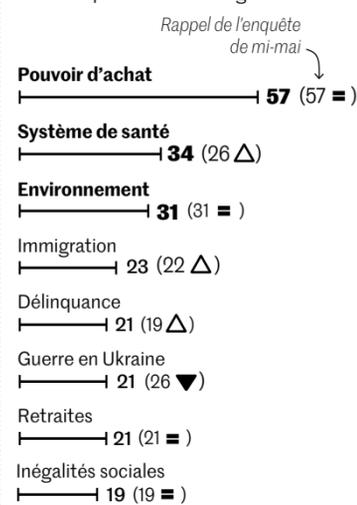
En % des personnes interrogées



Les préoccupations des Français

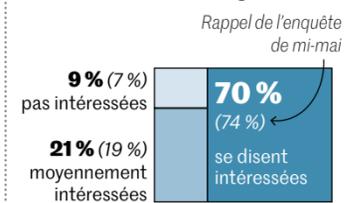
Parmi les enjeux suivants, quels sont les trois qui vous préoccupent le plus quand vous pensez à la situation du pays ?

En % des personnes interrogées



Intérêt pour les élections législatives

En % des personnes interrogées



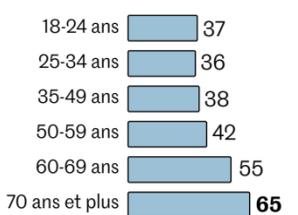
Indice de participation

En % des personnes interrogées

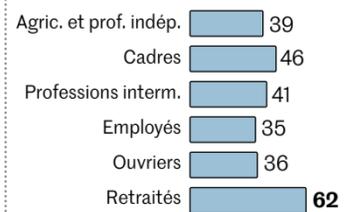
46%

Plus ou moins 2 points

Selon l'âge



Selon la catégorie socioprofessionnelle



Infographie Le Monde

Sondage Ipsos-Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et le Cevipof, réalisé par Internet du 3 au 6 juin 2022 sur un échantillon représentatif de 10 826 personnes (méthode des quotas) de la population française, inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus, dont 6 080 personnes certaines d'aller voter et ayant exprimé une intention de vote.

Les enjeux d'un scrutin incertain

La majorité présidentielle et la Nupes font la course en tête, dans un contexte de très faible participation

Rien n'y fait. A quatre jours du premier tour des élections législatives, ce scrutin peine à intéresser les Français. Une campagne qui ressemble beaucoup, finalement, à celle qui précéda la présidentielle, où rien n'accrochait et où le choix des électeurs s'est structuré tardivement autour des trois votes utiles – pour Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon ou Marine Le Pen – aboutissant à une tripartition du paysage politique.

Les intentions de vote en faveur des candidats de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes) s'élèvent à 27,5 % (marge d'erreur de plus ou moins 1,1 point, en hausse de 0,5 point par rapport à mi-mai). Les candidatures de la majorité présidentielle (Ensemble!, rassemblant La République en marche – qui deviendra Renaissance après les élections –, MoDem et Horizons), recueille, quant à elles, 28 % des intentions de vote (chiffre stable, même marge d'erreur).

Enfin, si l'on additionne les scores estimés des candidats d'extrême droite – Rassemblement national (20 %, marge d'erreur de plus ou moins 1 point, en baisse d'un point par rapport à la vague précédente) et Reconquête! (5,5 %, marge d'erreur de plus ou moins 0,6 point, en baisse de 0,5 point par rapport à la mi-mai) – on arrive à un total de 25,5 %. Ces trois familles représentent donc plus de 80 % des intentions de vote.

Ce sont là les principales leçons de la douzième vague de notre enquête électorale réalisée du 3 au 6 juin, par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès pour Le Monde. La force de notre panel tient à son amplitude, puisque l'échantillon utilisé est de 10 826 personnes. Les intentions de vote sont calculées à partir des sondés « certains d'aller voter ayant exprimé une intention de vote », soit 6 080 personnes. Résultat : la marge d'erreur est très faible (comprise entre 0,2 point et 1,1 point).

Vers une abstention très forte Avec un indice de participation situé entre 44 % et 48 % (poids moyen de 46 %, moins un point par rapport à mi-mai). Les candidatures de la majorité présidentielle (Ensemble!, rassemblant La République en marche – qui deviendra Renaissance après les élections –, MoDem et Horizons), recueille, quant à elles, 28 % des intentions de vote (chiffre stable, même marge d'erreur).

Ces indicateurs alarmants s'expliquent en partie par une absence presque totale de débats (notamment télévisuels) entre les principales familles politiques, et

LA NUPES A SU SE PLACER AU CENTRE DES DÉBATS PAR SON MOT D'ORDRE, « MÉLENCHON PREMIER MINISTRE »

de nombreux candidats peu ou pas connus. De plus, la nomination tardive du gouvernement et la prudence de l'exécutif (en ne parlant pas des sujets qui fâchent, comme la réforme des retraites), tout comme la discrétion du Rassemblement national (RN), favorisent cette non-campagne. Presque tout le monde semble vouloir éviter d'entrer dans l'arène. A l'exception notable de Jean-Luc Mélenchon et de la Nupes, qui paraissent les seuls à vouloir batailler. Difficile, dans ces conditions, de susciter l'intérêt des gens les plus éloignés de la politique, notamment les plus jeunes et les moins diplômés. Un peu plus d'un tiers des 18-34 ans et des employés et ouvriers disent vouloir voter le 12 juin.

La gauche amorce son retour L'alliance conclue par La France insoumise avec le Parti socialiste, le Parti communiste et Europe Écologie-Les Verts semble porter ses fruits : les intentions de vote en faveur de la Nupes font quasiment jeu égal avec celles de la majorité présidentielle. Et si l'on tient compte des marges d'erreur, la Nupes pourrait même virer en

tête au soir du 12 juin. La gauche unie bénéficie d'un socle assez solide avec une certitude de vote de 79 % (plus cinq points en deux semaines), soit un chiffre équivalent à celui des électeurs d'Ensemble!, de Reconquête! et du Rassemblement national.

Au-delà de la simple addition des voix de gauche, la Nupes a su se placer au centre des débats par son mot d'ordre, « Mélenchon premier ministre ». En personnalisant ainsi le scrutin, les stratégies « insoumis » ont voulu créer un enjeu pour leurs électeurs de gauche : prendre leur revanche sur la présidentielle. Cependant, la personnalisation à outrance peut aussi se retourner contre ses créateurs. La perspective d'un Jean-Luc Mélenchon à Matignon peut servir d'épouvantail et de prétexte à un front anti-Nupes entre les deux tours. On voit ce risque poindre dans les projections en sièges puisque la Nupes est créditée entre 160 et 200 sièges dans la future Assemblée.

La majorité présidentielle, une avance fragile Du côté de la coalition Ensemble!, certains points peuvent être vus positivement : elle reste (de peu) en tête des intentions de vote, la certitude de vote en leur faveur est forte et 54 % des personnes interrogées souhaitent qu'Emmanuel Macron « obtienne une majorité à l'Assemblée nationale pour qu'il puisse appliquer sa politique ».

Cependant, d'autres éléments jettent un voile d'incertitude.

Tout d'abord, les projections en sièges. Certes, il convient de rester prudent, les résultats définitifs dépendront bien évidemment des dynamiques de campagne, notamment entre les deux tours. Mais, selon l'enquête électorale, les macronistes pourraient obtenir entre 275 et 315 élus. En clair : dans l'hypothèse basse, ils n'auraient pas la majorité absolue. Un scénario en phase avec ce que pensent 38 % des sondés, qui estiment que la coalition présidentielle devra gouverner avec l'appui du parti Les Républicains (LR). Par ailleurs, l'insatisfaction vis-à-vis de l'exécutif est déjà importante : seulement 27 % des personnes interrogées sont contentes du nouveau gouvernement (contre 50 % de mécontents) et 49 % jugent qu'il n'est pas assez renouvelé par rapport au précédent. Autant d'indicateurs inquiétants pour les candidats Ensemble!

La droite à la peine Les candidats de droite (Les Républicains, Union des démocrates et indépendants, divers droite) sont crédités de 11 % des intentions de vote (marge d'erreur de plus ou moins 0,8 point, en progression d'un point par rapport à la mi-mai). C'est un score historiquement bas pour cette famille politique qui pourrait se retrouver, selon les projections en sièges, avec seulement 30 à 55 députés. Ses électeurs ont conscience de l'importance du scrutin de dimanche : 79 % des soutiens de LR et de l'UDI estiment ainsi que les législatives

sont « importantes car plus il y aura de députés LR-UDI, plus le gouvernement devra tenir compte des propositions du parti ».

La droite est dans une situation paradoxale. Le scénario le plus difficile pour elle serait qu'Ensemble! n'ait pas de majorité absolue et doive se tourner vers elle pour en avoir une. Certes, elle pourrait en profiter pour peser mais elle perdrait dans le même temps sa raison d'être : celle d'incarner une opposition de droite républicaine. Finalement, elle aurait tout intérêt à ce que les macronistes soient majoritaires seuls, pour pouvoir entamer, de son côté, son travail de reconstruction.

Le prix de la division à l'extrême droite Si la gauche a su trouver un terrain d'entente pour s'allier, les querelles intestines de l'extrême droite ont, une fois de plus, pris le pas sur la stratégie politique. La division entre le Rassemblement national et Reconquête! peut être très préjudiciable pour ces partis, qui passent plus de temps à s'envoyer des piques qu'à présenter leurs programmes. Dans un contexte d'abstention massive et avec l'obligation d'obtenir un nombre de voix égal à 12,5 % des inscrits dans la circonscription pour se qualifier au second tour, la dispersion des voix pourrait bien être le principal obstacle à l'élection de députés RN. Selon les projections, ils pourraient être entre 20 et 55 dans la nouvelle Assemblée. ■

ABEL MESTRE

Le risque du désintérêt pour ces législatives

Les électeurs se passionnent peu pour la dimension locale de leurs candidats et leurs propositions

Quelques jours du premier tour, la mécanique des élections législatives se précise et elle est redoutable, combinant nationalisation quasi totale du scrutin et faible intérêt. Faible intérêt tout d'abord : seulement 42 % des personnes interrogées donnent une note d'intérêt de 9 ou 10 – l'évaluation maximale – à ces élections et, dans les électors de la présidentielle les plus intéressés, ce niveau monte péniblement à seulement 46 % chez les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et à 49 % chez ceux d'Emmanuel Macron.

Non seulement ce niveau est faible, mais, au lieu de progresser à l'approche du scrutin, il diminue de trois points par rapport à la dernière vague d'enquête, réalisée mi-mai. Sociologiquement, l'importance de la variable âge et la béance qui oppose les plus jeunes aux plus âgés se confirment : 35 % des moins de 35 ans et 36 % des 35-59 ans se déclarent vraiment intéressés. La bascule ne se fait qu'à partir de 60 ans, avec 55 % d'intérêt. Même dans cette classe d'âge, ce chiffre n'a rien d'exceptionnel.

Dans ces conditions, la participation mesurée reste également extrêmement faible : entre 44 % et 48 %. L'abstention pourrait donc dépasser le record de 2017 (51,3 %) et être à nouveau majoritaire, avec une prime de participation chez les plus âgés, les cadres plutôt que les employés et les ouvriers, et les électeurs de Macron (56 %) et de Mélenchon (50 %).

Quatre éléments au moins expliquent une telle situation. Tout d'abord, et comme en 2017, le sentiment que le véritable rendez-vous est bien celui de la présidentielle et que les élections législatives qui surviennent quelques semaines après peinent à trouver leur utilité. A fortiori lorsque le pouvoir en place fait tout pour ne pas donner prise à une quelconque controverse, que ce soit autour de la question des retraites ou du détail des mesures à venir en matière de pouvoir d'achat des Français.

A cela s'ajoute un pronostic des Français qui n'incite guère à la mobilisation : malgré les efforts de Jean-Luc Mélenchon, 21 % seulement pensent que la gauche obtiendra une majorité à l'Assemblée nationale. Le pays est ainsi largement acquis à l'idée d'une victoire de La République en marche (LRM) – qui deviendra Renaissance après les élections – et uniquement partagé sur l'idée qu'elle et ses alliés – réunis dans Ensemble ! – obtiendront une majorité absolue (41 %) ou une majorité relative, nécessitant l'appui des Républicains (LR) (38 %). Même les électeurs de Jean-Luc Mélenchon ne sont que 47 % à penser que la gauche pourrait l'emporter et seulement 51 % de ceux de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale (Nupes).

La troisième raison est tout simplement le faible niveau d'information déclaré des Français concernant ces élections, les can-

DANS CETTE ÉLECTION DONT L'ISSUE SEMBLE JOUÉE D'AVANCE, IL N'Y A NI DÉSIR NI CONFIANCE FORTE POUR ENSEMBLE ! ET POUR LA NUPES

didats qui se présentent dans leur circonscription et leurs propositions : seulement 56 % se disent bien informés, dont seulement 12 % « très bien ». Un peu comme lors des dernières régionales, il semble que les Français connaissent extrêmement mal les candidats en présence ou n'ont pas envie de s'y attarder.

La douzième vague de notre enquête électorale, grâce à l'importance de son échantillon (10 826 personnes interrogées), permet même d'aller plus loin et de montrer combien la « prime aux sortants » est en réalité faible ou, quand elle joue, ne change pas fondamentalement les choses. Par exemple, dans les circonscriptions où le sortant est étiqueté LR-Union des démocrates et indépendants-divers droite, les intentions de vote en leur faveur sont certes de 17 % contre 11 % en moyenne. Mais, avec 17 %, ces candidats se situent en quatrième position, loin de la qualification pour le second tour.

Election nationalisée

De même, il y a bien un effet « sortant » pour la Nupes quand le député actuel est de gauche, qui augmente les intentions de vote en sa faveur de 5,5 points ou, s'agissant d'Ensemble !, les font progresser de deux points. Mais, dans ces circonscriptions soit de gauche, soit LRM-MoDem à l'origine, ces candidats sont de toute façon assurés d'être qualifiés.

Enfin et contrairement à une idée reçue, la couleur politique du candidat de la Nupes, qu'il soit de La France insoumise (LFI), du Parti communiste, du Parti socialiste (PS) ou d'Europe Écologie-Les Verts ne change quasiment rien aux intentions de vote. Ainsi, la présence d'un LFI plutôt qu'un PS n'accentue pas significativement le rejet d'une partie de l'électorat. Tout se passe donc comme si cette élection était intégralement nationalisée, avec une attention très faible des Français pour la dimension locale de leurs candidats et pour leurs propositions.

La dernière raison qui explique l'atonie du corps électoral et l'absence de dynamique est que, dans cette élection dont l'issue semble jouée d'avance, il n'y a ni désir ni confiance forte pour Ensemble ! et pour la Nupes. En 2017, les Français découvraient M. Macron, approuvaient ses premières mesures et étaient sensibles au profond renouvellement du personnel politique qui se profilait. Rien de cela en 2022. Dans de très nombreux domaines, les niveaux de confiance sont faibles ou très faibles, le gouvernement est perçu comme insuffisamment renouvelé et son action beaucoup trop lente. Mais, à l'inverse, si la Nupes l'emportait, les Français considèrent qu'elle ne ferait globalement pas mieux et même moins bien sûr la plupart des sujets soumis à leur jugement.

Lors de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon avait su provoquer un sursaut dans les tout derniers jours de la campagne. On ne peut donc écarter un tel schéma. Mais tout se présente comme si la dépolitisation de cette élection allait faire le jeu de la majorité présidentielle, avant un brutal rappel à la réalité sur le faible soutien dont elle dispose dans l'opinion. ■

BRICE TEINTURIER
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ D'IPSON)

Le système partisan souffre d'un phénomène de déstructuration

Nombre d'électeurs font désormais le choix d'un vote stratégique, aux dépens parfois de leurs sympathies ou préférences

Un chiffre illustre à lui seul la grande perturbation qui caractérise la situation actuelle : moins de 50 % des Français ont voté au premier tour de l'élection présidentielle pour le candidat qui correspond à leur préférence partisane. Reprenons au début. Lors des élections législatives, les partis politiques retrouvent une partie de l'espace qu'ils ont abandonné lors d'une élection présidentielle très personnalisée. Il suffit de regarder les affiches devant les bureaux de vote pour mesurer que les logos des partis, voire des coalitions, occupent une place sans commune mesure avec celle de l'élection précédente. Mais, si la nature de l'élection leur donne une place, le panel électoral permet de comprendre quel est, dans l'opinion, l'état de notre système partisan.

Première leçon : la singularité des préférences partisans. Leur analyse – « *De quel parti politique vous sentez-vous le plus proche ou le moins éloigné ?* » – est éclairante. Si l'on observe la photographie de la douzième vague de l'enquête réalisée par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès, on voit à quel point elle diffère de celle du premier tour de l'élection présidentielle. La République en marche (LRM) et le Rassemblement national (RN) font la course en tête, mais rassemblent l'un comme l'autre moins de 15 % des Français ; La France insoumise se situe

L'ÉCART ENTRE MACRON ET HIDALGO AU PREMIER TOUR DE LA PRÉSIDENTIELLE ÉTAIT DE 26 POINTS, QUAND 7 POINTS SÉPARENT LE NIVEAU DE PRÉFÉRENCE PARTISANE DE LRM ET DU PS

en dessous de 10 % ; les deux partis historiques, le Parti socialiste (PS) et Les Républicains (LR) font de la résistance en étant un peu en dessous de 8 %.

Si l'on regarde le film et que l'on compare ces chiffres à ceux de la première vague de notre panel d'avril 2021, que voit-on ? Émergence de Reconquête ! – un peu en dessous de 5 % mais qui n'existait pas il y a quatorze mois –, progression de 4 points de LFI et de 3 points de LRM, quasi-stagnation (à la hausse) du PS et (à la baisse) d'EELV (5,5 %), recul de 3 points de LR. Les mouvements sont d'ampleur limitée. Une illustration pour le mesurer : l'écart entre Emmanuel Macron et Anne Hidalgo au soir du premier tour de la présidentielle était de 26 points, quand 7 points séparent le niveau de préférence partisane de LRM et du PS.

Seconde leçon : la déstructuration du système politique. Au-

delà de l'évolution du poids des différents partis, une double dissociation est frappante. D'une part, entre le local et le national. L'équation était déjà posée avant l'élection présidentielle : les forces locales (LR, PS, EELV) sont impuissantes nationalement ; les forces nationales (LRM, RN, LFI) sont impuissantes localement. L'élection présidentielle n'a fait que conforter cette dissociation et les élections législatives, si l'on en croit les projections en sièges réalisées par Ipsos, s'inscrivent dans cette même logique.

La démocratie fragilisée

D'autre part, il y a une dissociation entre les sympathisants – au sens de la préférence partisane – et les électeurs. Dit autrement, beaucoup d'électeurs ont voté au premier tour de l'élection présidentielle pour un candidat qui ne correspondait pas à leur préférence partisane. C'est ainsi que seuls 18 % des sympathisants PS ont voté pour Anne Hidalgo, 40 % des sympathisants LR pour Valérie Pécresse et 47 % des sympathisants EELV pour Yannick Jadot. Ce comportement électoral, jadis marginal, est désormais majoritaire.

Troisième leçon : la fragilisation de la démocratie. On a mesuré, lors de l'élection présidentielle, l'importance du vote « stratégique » au premier tour et du vote « contre » au second. On mesure aujourd'hui le poids des « souverainetés négatives » qu'évoquait déjà Montesquieu. La mesure de la « sympathie » et

de « l'antipathie » que suscitent les principales formations politiques est à cet égard édifiante. Les partis les plus polarisés sont logiquement ceux qui suscitent le plus d'antipathie : les Français sont de 55 % pour le RN et LFI et jusqu'à 70 % pour Reconquête ! à leur attribuer une note comprise entre 0 et 3 (0 indiquant une antipathie maximale et 10 une sympathie maximale). Pis, aucune formation politique ne recueille 30 % de sympathie (c'est-à-dire une note comprise entre 7 et 10). Pis encore, toutes les formations politiques, sans aucune exception, suscitent davantage d'antipathie que de sympathie.

Enfin, lorsque la question est posée différemment – « *Quels sont les partis politiques pour lesquels vous ne voteriez en aucun cas ?* » –, que constate-t-on ? Qu'une majorité, et même une majorité absolue, se dégage pour chacune des trois formations des candidats arrivés en tête à la présidentielle (dès lors que l'on enlève du calcul, ce qui est logique, leurs propres sympathisants).

Reste une dernière question à laquelle les votes des 12 et 19 juin apporteront une (première) réponse : dans quelle mesure cette séquence électorale marquera-t-elle, dans le même temps, une décomposition et une recomposition – une recomposition non pas des partis politiques, mais des blocs électoraux ? ■

GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)

Une polarisation peu favorable au débat

Les discussions sur les politiques publiques n'occupent plus la place qui structurerait la compétition électorale. Les citoyens s'enferment dans un rapport de force conflictuel

La campagne des élections législatives aura duré cette année deux semaines de plus que les éditions précédentes sans qu'elle parvienne à mettre en exergue un ou plusieurs thèmes majeurs. La faute aux candidats ou à la polarisation du système politique de plus en plus marquée ?

Beaucoup de qualificatifs ont été mobilisés pour décrire la campagne législative de 2022 : « atone », « inexistante », « sans saveur », ou encore « moribonde ». A vrai dire, ce n'est pas tant cette campagne que l'univers politique dans lequel elle a pris place qui modifie le sens habituel de la confrontation des idées politiques.

De l'autre côté de l'Atlantique, les politistes examinent depuis près de vingt ans les effets grandissants de la polarisation politique. Ces derniers sont nombreux et dépassent le champ de la vie politique pour affecter des pans entiers de la société, poussant les citoyens à privilégier des positionnements non pas au regard de leurs préférences politiques mais davantage en fonction de leur identité partisane.

Dans la douzième vague de l'enquête électorale réalisée par Ipsos-Sopra Steria, en partenariat avec le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) et la Fondation Jean Jaurès, il ressort qu'une lente polarisation touche désormais la France et se ressent

dans la campagne législative. Les débats sur les politiques publiques n'occupent plus la place qui structurerait la compétition électorale. Jadis, ils permettaient aux partis politiques d'attirer de nouveaux électeurs séduits par leurs prises de position (sur les services publics, l'éducation, la sécurité, etc.) en les sortant de leur zone de vote habituelle.

Aujourd'hui, la polarisation de l'espace politique conduit les citoyens à s'enfermer dans un rapport de force conflictuel autour des enjeux de politiques publiques. Par exemple, alors que le pouvoir d'achat continue de dominer les priorités des Français (pour 57 % d'entre eux), ils ne sont que 32 % à avoir confiance dans le gouvernement actuel pour prendre les bonnes décisions en la matière.

Le rejet empêche le consensus

A l'inverse, le chômage, qui a longtemps été un sujet de préoccupation, n'est désormais perçu comme prioritaire que pour seulement 7 % des Français et suscite en retour seulement 46 % de confiance à l'endroit de l'exécutif. Il en va de même dans le combat contre le terrorisme : 7 % de Français s'en disent préoccupés mais 54 % font confiance au gouvernement pour y apporter de bonnes réponses.

En résumé, quel que soit le niveau d'attention d'un enjeu poli-

tique, il provoque une opposition binaire à l'endroit du gouvernement. Si cela peut se comprendre pour des sujets perçus comme prioritaires, cela l'est beaucoup moins pour des thématiques jugées secondaires.

La première interprétation tient au phénomène de désynchronisation entre la hiérarchie des préoccupations des Français et les réponses apportées par les partis à ces sujets. Par exemple, l'attention souhaitée par les Français à propos de l'avenir du système des retraites (21 % des personnes interrogées) ne trouve pas réponse dans la campagne législative tant le débat est mis en sommeil par les principaux acteurs. En revanche, on voit se construire une opposition farouche entre les partisans d'une retraite à 65 ans et ceux plaçant un départ à l'âge de 60 ans.

La deuxième interprétation est à chercher du côté de cette fameuse polarisation politique. Il n'existe aucun sujet où les sympathisants des trois blocs – Nouvelle union populaire, écologique et sociale (Nupes), Ensemble ! et Rassemblement national – parviennent à converger vers une forme de consensus, début d'une solution politique. Systématiquement, le rejet prend le pas sur une organisation des enjeux qui était traditionnellement construite sur des intérêts de classe. Ainsi, par exemple, même les électeurs qui ont pu bénéficier des filets de

protection durant la crise due au Covid-19 ne font pas confiance au gouvernement sur le terrain de l'emploi : 65 % des ouvriers et 62 % des employés rejettent l'action de l'exécutif en matière de lutte contre le chômage.

Par-delà le faible intérêt des citoyens pour les élections législatives, c'est la société dans son ensemble qui ne parvient pas à trouver une forme d'équilibre entre les conflits internes résultant de différences entre les visions du monde des citoyens les plus polarisés et un accord plus large sur la manière dont les individus s'adaptent, en tant que société, pour atteindre des objectifs sociétaux (environnement, lutte contre les discriminations).

Pour limiter les effets de la polarisation, il est sans doute nécessaire que les candidats ne cherchent pas tant à tirer parti des différences partisans et à les attiser qu'à avoir une vision d'ensemble. C'est un défi difficile à relever. Et il n'est pas certain que les trois options institutionnelles qui sortiront des urnes le 19 juin (majorité présidentielle absolue, majorité relative, ou victoire de la Nupes) seront de nature à apaiser le débat démocratique tant la critique ou l'invective ont un avenir politique plus radieux que les efforts pour s'entendre sur des solutions. ■

MARTIAL FOUCAULT
(PROFESSEUR À SCIENCES PO ET DIRECTEUR DU CEVIPOF)